



MISE AU POINT RELATIVE AU COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°03 DES FARDC DU 23 JANVIER 2026

L'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 Mars (AFC/M23) ne quittera aucune entité des territoires libérés.

Les zones placées sous son administration connaissent une paix effective et durable. Les populations y mènent librement leurs activités 24 heures sur 24, les services publics de qualité ont été rétablis, l'économie locale se stabilise, portée notamment par une surproduction agricole qui entraîne une baisse significative des prix des denrées alimentaires sur les marchés.

Les écoles fonctionnent normalement, l'approvisionnement en eau potable et en électricité est assuré en continu, sans interruption, et les conditions de vie des populations ne cessent de s'améliorer.

L'AFC/M23 ne permettra jamais à quiconque, fût-ce le régime de Kinshasa, de troubler la paix et la stabilité des territoires libérés. Elle réaffirme avec force et sans ambiguïté son engagement indéfectible à défendre et à protéger les populations civiles, partout où elles sont persécutées, ciblées ou violentées par le régime prédateur et brutal de Kinshasa.

Le communiqué des FARDC s'inscrit, une fois de plus, dans la politique systématique de désinformation, de démagogie et de manipulation de l'opinion menée par le régime incompetent de Kinshasa, lequel excelle dans la fabrication de fake news afin de dissimuler ses échecs militaires, politiques et humanitaires.

Contrairement aux contre-vérités véhiculées, l'Unité d'Observation et de Monitoring de l'AFC/M23 a quitté la ville d'Uvira le 17 janvier 2026, en plein jour, volontairement et dans un geste de bonne foi visant à donner une chance réelle à la paix.

Ce retrait s'est opéré sous les yeux de la population, en présence de la presse nationale et internationale, et a été diffusé en direct sur Internet, permettant à l'opinion publique nationale et internationale d'en être pleinement témoin.

Il convient également de souligner que lors de la libération de la ville d'Uvira, puis au moment du retrait de l'Unité d'Observation et de Monitoring de l'AFC/M23, toutes les infrastructures publiques et privées sont restées intactes, y compris les églises, les habitations et les commerces appartenant aux Banyamulenge.

Dans l'attente du déploiement d'une force neutre, expressément sollicitée par l'AFC/M23, le régime de Kinshasa a déployé ses forces, lesquelles se rendent depuis responsables de graves violations des droits humains.

À cette période, la connexion Internet fonctionnait pleinement, permettant au monde entier de suivre en temps réel le retrait de l'Unité d'Observation et de Monitoring de l'AFC/M23 ainsi que l'entrée précipitée des forces coalisées du régime de Kinshasa.

Aujourd'hui, le régime de Kinshasa a délibérément coupé l'accès à Internet à Uvira et dans ses environs, dans le but manifeste de dissimuler la situation dramatique et chaotique qui y prévaut. Cette situation se caractérise par la montée inquiétante des discours de haine et des chasses à l'homme, la reprise des attaques contre les positions de l'AFC/M23, ainsi que par des bombardements aveugles de zones densément peuplées, entraînant de nouvelles pertes en vies humaines et d'importants déplacements de populations.

L'AFC/M23 attire solennellement l'attention de la communauté nationale et internationale sur la violation répétée du cessez-le-feu, ainsi que sur la violation flagrante des conventions internationales, notamment celles relatives à l'utilisation de mercenaires étrangers par le régime de Kinshasa.

Il est profondément indécent et révoltant de voir le régime de Kinshasa se réjouir de son entrée à Uvira, alors que celle-ci n'a été rendue possible que par le retrait volontaire, responsable et de bonne foi de l'AFC/M23, effectué dans un esprit d'apaisement et de recherche sincère de la paix.



Fait à Goma, le 26 janvier 2026
Pour l'Alliance Fleuve Congo (AFC)



Lawrence KANYUKA
Chef de Département de la Communication